

Grand Débat Culture

Contribution de la Condition Publique

7 avril 2019

La Condition Publique a pris part au grand débat à deux occasions. Le 5 mars, elle accueillait un débat organisé par l'association des conseils citoyens de la ville. Le 11 mars, elle organisait un grand débat sur la culture, répondant à l'invitation de Beaux-Arts Magazine et de la Fondation du Patrimoine. Chaque débat a réuni 80 à 90 personnes.

Choissant le thème « culture pour tous », la Condition publique a préparé le débat du 11 mars en associant plusieurs acteurs, culturels et non culturels : les équipes de Beaux-Arts, le Musée de la Piscine, le festival Latitudes Contemporaines (danse et performances), la direction de la culture de la ville de Roubaix, la compagnie Générale d'Imaginaire, mais aussi l'ALEFPA (aide aux mineurs isolés), la Fondation Abbé Pierre ou encore l'association des tiers lieux de la métropole lilloise. Cette diversité dans les organisateurs a permis d'éviter l'écueil d'un débat tourné sur les seules conditions d'exercice de nos métiers et d'accueillir un public diversifié en dépit du délai très serré (et c'est déjà un premier enseignement) : conseillers citoyens, habitants, acteurs culturels de tailles différentes, jeunes suivis par l'ALEFPA, chefs d'entreprise, membres du centre social. Côté personnalités politiques, le débat a accueilli la députée Catherine Osson, le vice président à la culture de la Région François Decoster et l'adjoint au Maire de Roubaix délégué à la culture Frédéric Minard.

Le principe d'organisation était le suivant.

Le débat proposait d'abord des ateliers en petits groupes aux intitulés volontairement provocateurs :

- La culture est-elle un service public ?
- Demain, tous artistes ?
- Quelle culture pour une société en transition ?
- Culture commune ou ghettos culturels ?

Chacun pouvait participer à deux ateliers de 40 minutes. Ces échanges en petits groupes, modérés par le personnel de la Condition Publique, permettait à chacun de participer à un débat riche.

En parallèle, trois « grands témoins » suivaient ces travaux. A l'issue des ateliers, plutôt que des restitutions scolaires en plénière, les témoins nous ont fait part de ce qu'ils retenaient des échanges et les mettaient en perspective, avant que le débat ne reprenne en réaction. Les témoins étaient issus de contextes variés, permettant d'élargir le champ d'investigation :

- Armelle Malvoisin, journaliste pour Beaux-Arts Magazine
- Marie Defay, directrice générale déléguée de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Métropole européenne de Lille
- René Lefèvre, enseignant chercheur en sciences politiques, spécialiste des politiques culturelles, de l'Université de Lille et à Sciences Po Lille.

Dans ce court texte, la Condition Publique ne propose pas de retranscrire les débats du 11 mars dans leur intégralité, considérant que cet exercice n'apporte pas de point de vue et donc pas de réelle contribution au débat national. Forte de ces deux temps forts à la Condition Publique, l'établissement propose donc sa propre contribution.

En avant-propos, il est frappant de constater à quel point le milieu culturel est resté à l'écart ou a été laissé à l'écart de la crise profonde qui traverse le pays et dont la crise des « gilets jaunes » n'est qu'une nouvelle manifestation. Il y a trois ans déjà, Nuit Debout n'avait pas non plus trouvé d'écho notable chez les acteurs culturels alors même que le visage de cette contestation pouvait sembler plus « compatible » avec l'ADN supposé des acteurs culturels.

Pour autant cette absence ne signifie pas que la société souhaite entrer en rupture avec tout projet artistique et culturel. Au contraire, les personnes hors du champ culturel expriment de vraies attentes et il est important que le monde culturel se remobilise pour être à la hauteur et remplir pleinement son rôle dans une société en pleine transformation.

Nous pensons qu'il faut mettre en avant trois types d'attentes que les citoyens placent dans la culture.

Tout d'abord, les artistes et créateurs sont perçus comme producteurs de récits et de ce fait une condition nécessaire pour créer un nouveau monde. Face aux contraintes permanentes qui empêchent d'imaginer qu'un « autre monde est possible », l'art n'offre pas de solution clef en main mais questionne le carcan des topoï, permettant de sortir des rhétoriques classiques. Les récits précèdent le possible. Or la société semble dans une situation de blocage où on voit s'affronter les tenants de la norme et du rationnel aux producteurs de récits, de fables, ces derniers étant régulièrement en passe de l'emporter, y compris dans des récits de grandeurs passées et de « c'était mieux avant ». Devant l'inquiétude ou les espoirs que peuvent susciter les bouleversements technologiques, sociaux, environnementaux, face à un monde qui se bouleverse, il est impératif de produire de nouveaux horizons, d'avoir de nouveaux rêves, d'alimenter la recherche de sens. Il faut penser les bouleversements pour les rendre supportables.

Par ailleurs, le développement culturel et créatif de tous est essentiel pour inventer et construire le monde de demain de la manière la plus inclusive possible. Une participation active à l'évolution de la société est la condition pour éviter la peur, le repli sur soi, les phénomènes d'exclusion ou de laissés pour compte. La culture doit donc être une affaire de transmission, de partage, d'inclusion. On retrouve aussi parmi les participants aux débats l'idée courante que la culture est un entre soi, ignorant les efforts constants et permanents d'un grand nombre d'acteurs culturels sur le terrain pour partager. Des décennies de « démocratisation culturelle » conduiraient donc aujourd'hui à un constat d'échec. En dehors des métropoles et villes moyennes, la politique de l'offre poursuivie depuis la décentralisation culturelle est inopérante. Dans les centres urbains même, les publics semblent irrémédiablement plus âgés et issus de professions intellectuelles.

Enfin, la culture est perçue comme un moyen pour faciliter le vivre ensemble. Non pas en célébrant une idéologie de la diversité ou en professant des valeurs humanistes supposées supérieures, mais parce qu'elle participe de l'apaisement des formes du conflit, parce qu'elle aide à sortir de l'invective permanente. C'est en remettant dans les rapports humains de l'humain précisément. L'autre n'est

plus un fantasme que je peux simplifier à quelques codes sociaux mais se révèle plus complexe et donc digne de respect. Pour cela, il faut briser les cercles vicieux de l'enfermement « par affinités », les bulles numériques, et recréer et réhabiliter des espaces publics, des places du village. En conséquence, il est souhaitable de voir les lieux culturels se déspecialiser, se décroisonner, pour offrir à chacun une vraie raison d'être là, condition précédent le dialogue.

En réponse à ces enjeux, nous retenons trois leviers d'action

L'éducation artistique et culturelle, enfin, pour de vrai.

Tout d'abord, un très large consensus émerge parmi les participants au débat sur la question de l'école, en particulier chez les personnes les plus éloignées du monde culturel. L'éducation artistique et culturelle est unanimement considérée comme une solution pour rétablir l'égalité d'accès à l'offre culturelle (cet accès étant toujours considéré comme un idéal à atteindre). Connaissance de l'histoire des arts, pratique artistique, découverte des offres contemporaines sont autant de leviers pour devenir citoyen et participer à une communauté, rassemblée autour d'un socle culturel et une pratique commune.

La responsabilité renvoie dos à dos politiques culturelles (nationales et collectivités) et politiques éducatives (à nouveau, niveau national et local, notamment pour le rôle des municipalités dans l'école primaire). Aujourd'hui, la situation est très disparate. Les villes centres peuvent développer d'ambitieuses politiques d'accès à l'art à l'école, mais très vite, les écoles sont confrontées au désert qui les entoure, avec aucun ou très peu de moyens pour aller dans la ville parfois voisine (qui elle met des barrières tarifaires ou autres pour privilégier ses administrés, quand le musée est municipal par exemple).

En septembre 2018, ministère de la culture et ministère de l'éducation nationale ont annoncé un grand plan pour l'éducation artistique et culturelle mais quelles sont les effets des mesures aujourd'hui ? ont-elles été seulement mises en œuvre ? Ainsi l'expérimentation des villes 100% EAC ?

Du point de vue de la Condition Publique, nous avons été proposés pour remplir une mission 100% EAC sur un territoire donné via un « conventionnement expérimental dès la rentrée 2018 ». Mais il ne s'agissait que d'un effet d'annonce. En amont de la présentation du plan, nous n'avons pas été interrogé, en aval, aucune convention n'a même été négociée. Pour autant, l'idée est bonne.

Décloisonner et hybrider les lieux

Nous pensons que le secteur culturel doit impérativement ouvrir ses institutions et les laisser traverser par des initiatives hétéroclites certes mais reflet de la société. Cela ne signifie pas que les lieux spécialisés, les labels, doivent abandonner leurs missions primaires car chaque forme artistique a besoin d'un réseau de production et de diffusion qui lui soit propre. Mais il est possible de briser les chaînes des labels et de mettre dans chaque lieu une part d'inconnu et d'étranger.

En effet, la meilleure façon pour provoquer durablement une diversité des publics, c'est de placer au cœur des projets des raisons structurelles pour y trouver ces publics. Vous voulez toucher la petite enfance ? il faut une crèche dans le lieu. Vous voulez toucher les migrants ? il faut un centre d'hébergement et d'orientation. Et ainsi de suite. Chacun trouve sa porte d'entrée, sa raison de

venir. Ensuite nous nous retrouvons dans une maison commune, un espace de débat et de rencontre, un espace des publics.

Favoriser les innovations surprenantes par le simple partage des outils

Il importe de favoriser le dialogue et les collaborations entre les disciplines artistiques mais aussi et surtout entre les porteurs de projets artistiques et culturels et les acteurs de l'innovation sociale, urbaine, environnementale ou de l'économie. La création artistique et les projets culturels doivent se placer au cœur de la société. En créant de la proximité géographique, on crée les conditions pour que des passerelles se tissent par le seul désir de faire ensemble.

Cela passe par exemple par la mise à disposition de ses outils. Un centre dramatique national peut-il ouvrir son atelier de construction à des designers, plasticiens ou architectes ? Peut-il se mettre au service d'un projet d'urbanisme ?

Chacun dispose de ressources que nous pouvons apprendre à mutualiser. C'est difficile. C'est contraignant. Et il ne faut pas tomber dans l'illusion que tout peut se partager. Mais il est clair que l'on peut faire mieux qu'aujourd'hui.

Voici donc trois axes de travail livrés au grand débat culturel, évidemment teintés de notre expérience à la Condition Publique.